



**A Global
Ban on
Landmines**

**L'interdiction
complète des
mines terrestres**

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ÉQUIPE D'ACTION CONTRE LES MINES (ILX)
RAPPORT D'ÉTAPE MENSUEL N° 10

Le 31 mars 1999

1. Le point sur la Convention

- 135 signataires / accessions
- 71 ratifications
- Depuis notre dernier rapport, 4 autres pays ont ratifié la Convention : le Costa Rica, le Niger, le Dominique et le Guatemala
- La Convention est entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999.

2. Faits saillants de mars

- Le 1^{er} mars, la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction devenait exécutoire pour 45 pays. Des activités soulignaient l'événement dans le monde entier.

À Ottawa, le premier ministre Jean Chrétien et le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, ont dévoilé une plaque commémorative en présence de représentants du corps diplomatique et du public. Le coprésident d'Action Mines Canada (AMC), M. Robin Collins, le secrétaire général de la Société canadienne de la Croix-Rouge, M. Pierre Duplessis, le vice-président de l'Union européenne, Sir Leon Brittan, et le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Joschka Fischer, ont également pris la parole lors de cette cérémonie. Le carillon de la Tour de la Paix s'est joint aux cloches d'églises et à la joyeuse symphonie qui commémoraient l'entrée en vigueur de la Convention dans tout le pays.

- Les jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines du Canada ont procédé au lancement de « Dansons pour vaincre la peur », projet visant à sensibiliser les jeunes et à recueillir des fonds à la grandeur du pays. À ce jour, ce projet s'est concrétisé par des soirées dansantes à Ottawa, Montréal et Vancouver. Les recettes provenant de la vente des billets sont versées intégralement au Fonds canadien d'action contre les mines au titre des activités de déminage et d'assistance aux victimes.

Réunions/séminaires

- Du 1^{er} au 4 mars, des chercheurs du réseau l'Observatoire des mines se sont réunis à Oslo en Norvège. Ce réseau est un mécanisme de surveillance d'application du traité s'appuyant sur la participation de la société civile. Son objectif consiste à surveiller indépendamment les activités des pays relatives à tous les aspects de l'application de la Convention. Cette rencontre devait avant tout permettre à des chercheurs indépendants de différents pays de présenter les résultats de leurs travaux et de les soumettre à l'examen de leurs pairs. Il s'agissait également de la dernière étape préparatoire en vue de la publication du premier rapport annuel du réseau, prévue à la première réunion des États parties qui se tiendra à Maputo en mai 1999. Cet événement a rassemblé plus de 75 chercheurs, universitaires et représentants des principales organisations faisant partie du réseau : Action Mines Canada (AMC), Human Rights Watch, Handicap International, Norwegian People's Aid et la Coalition Kényane Contre les Mines. Des responsables du dossier des mines des gouvernements de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, de l'Irlande, des Pays-Bas, de la Norvège et du Royaume-Uni assistaient également à cette rencontre.

FAITS SAILLANTS DE LA RENCONTRE

- Les chercheurs du Moyen-Orient et de la Communauté des États indépendants (CEI) se sont distingués par leur nombre et la qualité des rapports présentés.
- Les participants ont pu assister à un exposé marquant de M^{me} Susan Bensch, de l'International Human Rights Clinic de l'université Yale, selon qui le traité d'Ottawa est en passe de devenir une partie du droit *coutumier* international et, dans la foulée, juridiquement contraignant pour tous les États, même ceux qui ne l'ont pas signé.
- Le réseau a été heureux d'apprendre que le nombre des donateurs augmentera, puisque les représentants des Pays-Bas et du Royaume-Uni ont annoncé le versement d'autres contributions.

3. Manifestations à venir

- Ottawa, Canada (6 avril 1999) - Une délégation ukrainienne rencontrera des fonctionnaires à Ottawa pour discuter de la destruction des stocks d'armes ainsi que des observations et des recommandations du Canada en ce qui concerne les techniques de démilitarisation existantes ou ayant fait leur preuve.
- Managua, Nicaragua (11 et 12 avril 1999) - Conférence sur le problème des mines en Amérique centrale, parrainée par l'OEA.
- Maputo, Mozambique (3 au 7 mai 1999) - Première conférence des États parties à la Convention d'interdiction. NOTE : La version provisoire du programme, de l'ordre du

jour et d'autres renseignements pertinents sur la réunion seront bientôt diffusés sur le site *Web Passage*.

- Maputo, Mozambique (3 au 7 mai 1999) - Première conférence des États parties à la Convention d'interdiction
- Maputo, Mozambique (8 au 9 mai 1999) - Assemblée Générale de la Campagne Internationale pour Interdire les Mines.

4. Documentation

- Visitez le site *Web Passage* à l'adresse : <http://www.mines.gc.ca>.
- On peut obtenir des exemplaires des ressources suivantes en faisant la demande par téléphone au 1-800-267-8376 (Canada) ou au 613-944-4000, ou par fax au 613-996-9709 :
 - * Rapport du 1^{er} décembre 1998 au Parlement : « La Convention d'Ottawa: Un an après, quel et le bilan? » (maintenant disponible en espagnol)
 - * *Un pas à la fois*, programme de 24 minutes pour télédiffusion
 - * *L'interdiction : une réalité prochaine*, vidéo de 8 minutes, utile pour accompagner les exposés (maintenant disponible en arabe; une version portugaise sera disponible en mai)
 - * Cédérom intitulé *Interdisons les mines terrestres! Le processus d'Ottawa et le mouvement international pour interdire les mines terrestres*
 - * *Passage : Rapport du Canada sur l'interdiction des mines n° 8* (numéros 1 à 7 intitulés *Interdiction des mines antipersonnel : Rapport d'avancement des travaux* aussi disponibles)
- On peut se procurer le livre *To Walk Without Fear: The Global Movement to Ban Landmines* en en faisant la demande au Service à la clientèle d'Oxford University Press par téléphone au 416-441-2941 ou au numéro sans frais 1-800-387-8020, ou par fax au numéro sans frais 1-800-665-1771.



doc
CA1
EA103
D22
EXF
1999
March 31



**A Global
Ban on
Landmines**

**L'interdiction
complète des
mines terrestres**

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires Étrangères
MAY 1 1999
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

LATEST ISSUE
DERNIER
NUMERO

**DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS
MINE ACTION TEAM (ILX)
MONTHLY PROGRESS REPORT #10**

March 31, 1999

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029293 9

55831477(F)

1. Mine Ban Convention Update

- 135 signatories / accessions
- 71 ratifications
- Since our last update, 4 more countries have ratified the Convention: Costa Rica, Niger, Dominica and Guatemala
- The Convention entered into force on March 1, 1999.

2. March Highlights

- On March 1st the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-personnel Mines and on their Destruction became law for 45 countries amid campaign events worldwide.

In Ottawa, the occasion was celebrated by the unveiling of a commemorative plaque by Prime Minister Jean Chretien and Minister of Foreign Affairs, Lloyd Axworthy, in front of representatives of the diplomatic corps and the public. Robin Collins, Co-Chair of Mines Action Canada, Pierre Duplessis, Secretary General of the Canadian Red Cross, Sir Leon Britton, Vice-President of the European Union, and German Foreign Minister, Joschka Fischer, also spoke at the ceremony. The Peace Tower bells joined church bells and other joyful sounds across the nation in celebrating entry-into-force.

- Canada's Youth Mine Action Ambassadors kicked off "Dance Without Fear", a nationwide youth awareness and fundraising event. To date, dances have taken place in Ottawa, Montreal and Vancouver. All proceeds from ticket sales go to the Canadian Landmine Action Fund to support demining and victim assistance.

55831822(F)

Meetings/Seminars

- A Landmine Monitor (LM) Researchers Meeting was held in Oslo, Norway, March 1-4. LM is a civil-society based, treaty surveillance mechanism designed to independently monitor country activities as they relate to all aspects of the Ottawa Convention. The main purpose of the meeting was to allow independent, country-based researchers to present their findings and submit their research to peer review. The meeting was also the final preparatory stage for the first annual LM report which will be released at the First Meeting of States Parties in Maputo in May 1999. The meeting was attended by over 75 country-researchers, academics and representatives from organizations that form the Landmine Monitor Core Group: Human Rights Watch, Handicap International, Norwegian People's Aid, Mines Action Canada and the Kenyan Coalition Against Landmines. Representatives from the governments of Austria, Belgium, Canada, Ireland, the Netherlands, Norway and the U.K. were also in attendance.

MEETING HIGHLIGHTS:

- Researchers from the Middle East and the Commonwealth of Independent States had a strong presence at the meeting, both in terms of numbers and the quality of reports delivered.
- Participants heard an important presentation by Susan Bensch of the Yale University International Human Rights Clinic who argued that the Ottawa Treaty is on its way to becoming international *customary* law and as this happens the total norm will become binding on all states, even those that have not signed.
- LM received welcome news about an expanded donor base as representatives from the Netherlands and the U.K. made funding announcements

3. Upcoming Events

- Ottawa, Canada (April 6, 1999) - A delegation from the Ukraine will meet with officials in Ottawa to discuss stockpile destruction as well as Canada's observations/recommendations vis a vis existing or proven demilitarisation technologies.
- Managua, Nicaragua (April 11-12, 1999) - Central America Landmine and OAS Conference
- Maputo, Mozambique (May 3-7, 1999) - First Meeting of States Parties of the Ban Convention NOTE: Drafts of the proposed Programme, Agenda and other pertinent meeting information will soon be available for viewing on *SafeLane* Web site.
- Maputo, Mozambique (May 8-9, 1999) - International Campaign to Ban Landmines General Assembly

4. Product Notes

- Visit *SafeLane* Web site at: <http://www.mines.gc.ca>.
- The following resources may be obtained by calling 1-800-267-8376 (in Canada) or 613-944-4000, or by faxing 613-996-9709:
 - * December 1, 1998 Report to Parliament "One Year Later: Is the Ottawa Convention Making a Difference?" (Now available in Spanish)
 - * *One Step at A Time*, a 24-minute, broadcast-length documentary
 - * *In Years, not Decades*, an 8-minute presentation-length video (Now available in Arabic, Portuguese copies available in May)
 - * CD-ROM entitled *Ban Landmines! The Ottawa Process and the International Movement to Ban Landmines*
 - * *SafeLane: Canada's Landmine Ban Report #8* (Issues #1-7, titled *AP Mine Ban: Progress Report*, also available)
- For a copy of the book *To Walk Without Fear: The Global Movement to Ban Landmines*, contact Oxford University Press customer service at 416-441-2941 or toll-free at 1-800-387-8020 or by toll-free fax at 1-800-665-1771.